

ROBINS, Philip. *The Future of the Gulf. Politics and OU in the 1990s*. Dartmouth (Engl.)-Brookfield (vr), The Royal Institute of International Affairs-Gower Publishing Company, Coll. « Energy papers no. 25 », 1989, 163p.

Georges Labrecque

Volume 22, numéro 1, 1991

XX^{ème} anniversaire d'Études internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702822ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702822ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labrecque, G. (1991). Compte rendu de [ROBINS, Philip. *The Future of the Gulf. Politics and OU in the 1990s*. Dartmouth (Engl.)-Brookfield (vr), The Royal Institute of International Affairs-Gower Publishing Company, Coll. « Energy papers no. 25 », 1989, 163p.] *Études internationales*, 22(1), 215–217.
<https://doi.org/10.7202/702822ar>

Convention culturelle de 1946 et la Charte de l'Unité culturelle de 1964 – des Institutions qui la mettent en œuvre, notamment l'Organisation Arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALESCO) créée avec la Charte de 1964. L'identité arabe s'exprime en effet à travers une langue et une culture communes ; cette dimension est souvent sous-estimée par les États européens.

La troisième et dernière partie est relative aux « Relations extérieures et aux conflits ». Elle est la plus courte et le rapport le plus original est celui qui examine les « Aspects institutionnels de la coopération afro-arabe » mise en place à partir de 1977 (étude de M. Mzioudet). Paul Balta, toujours précis et solide, expose la « position des membres et de la Ligue arabe face au conflit du Sahara occidental », conflit qui bloqua longtemps tout processus de coopération entre les États du Maghreb et dont la solution n'est toujours pas trouvée.

Bichara Khader clôt cette partie conflictuelle en présentant la « position de la Ligue arabe et la question palestinienne », autre sujet qui a divisé et divise encore les États depuis 1948. Conflit bloqué où les aspects passionnels l'emportent sur les aspects rationnels. L'idéologie et la nature des régimes politiques arabes expliquent – avec les rivalités d'intérêts nationaux – la politisation excessive du contentieux israélo et palestino-arabe.

Au total, un ouvrage clair, précis, non dépourvu de technicité qui permet de mieux comprendre ce qui se passe sur la rive sud du bassin méditerranéen. La création de l'UMA et la réintégration récente de l'Égypte dans la Ligue arabe s'inscrivent dans le cadre de ce qui est bien un « Système régional arabe », sorte d'ONU locale qui favorise – par l'intermédiaire de la Ligue et des OAS – la coopération dans tous les domaines ou presque.

Daniel COLARD

Université de Besançon, France

ROBINS, Philip. *The Future of the Gulf. Politics and Oil in the 1990s*. Dartmouth (Engl.)-Brookfield (VT), The Royal Institute of International Affairs-Gower Publishing Company, Coll. «Energy papers no. 25», 1989, 163p.

Publié dans le cadre d'un programme de recherche consacré aux questions énergétiques et environnementales au Moyen-Orient, *The Future of the Gulf* envisage l'étude de cette région comme celle d'un sous-système de la communauté internationale qui demeurera important durant la décennie 90 à cause de la concentration de ses ressources en pétrole, des intérêts conflictuels des superpuissances et de l'incertitude qui continuera de régner dans les relations entre les puissances régionales.

À l'exception du dernier chapitre, rédigé par le directeur du programme, Jonathan Stern, l'ouvrage est celui d'un journaliste, Philip Robins, qui connaît bien la région pour avoir séjourné en Jordanie et avoir bénéficié – reconnaît-il en préface – de témoignages informels de diplomates et de décideurs impliqués dans la politique du Golfe.

L'auteur, déclarant d'emblée mener son étude dans un tout nouveau contexte (au lendemain du cessez-le-feu irano-irakien), n'hésite pas, tout au long de l'ouvrage, à suggérer des éléments de prospective. Or, les événements récents qui se sont précipités dans le Golfe, en particulier l'annexion du Koweït par l'Iraq, contredisent plusieurs des prévisions soumises dans son livre, paru en 1989. Le lecteur y trouvera néanmoins de riches réflexions, notamment d'ordre géopolitique et géostratégique.

L'ouvrage est constitué de cinq courts chapitres (approximativement 25 pages chacun) qui portent respectivement sur l'Iran, l'Iraq, le Conseil de coopération des États du Golfe (Koweït, Arabie saoudite, Bahreïn,

Émirats arabes unis, Oman et Qatar), les intérêts américains et soviétiques dans la région et, enfin, l'importance du pétrole.

L'Iran et l'Iraq sont présentés comme les deux puissances régionales, et c'est avec raison que l'auteur a consacré à chacune un chapitre entier (1 et 2 respectivement) où les mêmes thèmes sont abordés : effets de la guerre sur l'économie du pays, démographie, problèmes politiques internes, intérêts nationaux, de même que position géostratégique des deux territoires – aussi bien l'un par rapport à l'autre que dans leur contexte régional. Ce dernier thème nous est paru particulièrement bien exploité et très éclairant des événements récents. Par exemple, l'auteur insiste sur les efforts de l'Iraq pour se désenclaver et compenser sa position précaire sur les eaux du golfe arabo-persique par la construction d'oléoducs qui assureraient par d'autres voies l'acheminement de ses hydrocarbures, ce qui implique par ailleurs, comme le souligne bien Robins, un changement de politique extérieure à l'égard des voisins concernés et de nouveaux liens économiques.

Dans le troisième chapitre, l'auteur adopte une approche plus systémique en étudiant la situation des autres pays à la lumière de la convention internationale qui les unit – le Conseil de coopération des États du Golfe. Mettant en évidence le poids disproportionné qu'exerce l'Arabie saoudite, Robins dresse de l'ensemble un bilan plutôt mitigé et au passif duquel il faut noter des séquelles historiques inhérentes, notamment, à des problèmes de frontières litigieuses, de même que la stabilité interne de certains États sous la pression d'importantes communautés chiites. Il n'en souhaite pas moins l'existence prolongée d'un Conseil qui inclurait désormais les deux géants de la région, l'Iran et l'Iraq.

À la faveur du nouveau climat de détente qui règne entre les États-Unis et l'Union

soviétique, l'auteur estime, au chapitre suivant, qu'une confrontation entre les super-puissances dans le Golfe est très peu probable, mais que chacune n'en possède pas moins dans la région des intérêts structurels précis, comme l'a d'ailleurs démontré, explique-t-il, la guerre irano-irakienne. Ainsi, du point de vue des États-Unis, une présence active s'impose pour assurer une navigation sans entrave dans une région hautement stratégique, et doit être bloquée l'exportation du modèle révolutionnaire iranien vers d'autres États du Golfe ; quant à l'Union soviétique, elle entend bien veiller à la sécurité de ses frontières méridionales et cultiver – dans le contexte du retrait de ses troupes du territoire afghan – de nouvelles relations avec certains États, notamment l'Arabie saoudite et l'Iran.

Le cinquième et dernier chapitre montre l'importance du pétrole, non seulement dans la région du Golfe mais aussi ailleurs à travers le monde. L'auteur conclut en dégageant les implications d'une « nouvelle sagesse conventionnelle » de la part des pays membres de l'OPEP. Le texte est accompagné d'une dizaine de tableaux qui présentent la situation, fin 1987, de même que des prévisions pour l'an 2000, à l'égard des réserves prouvées, des capacités de production, des volumes d'exportation et des coûts d'exploitation.

L'ouvrage, enrichi d'un index détaillé qui en facilite la consultation aurait gagné par ailleurs à compter également une table des abréviations – fort utile quand foisonnent les acronymes.

Soulignons enfin que la qualité de l'analyse procède d'une documentation solide qui puise aux sources les plus fiables et que *The Future of the Gulf* devrait intéresser d'abord les spécialistes des relations internationales, de l'économie et de la géopolitique. Par ailleurs, l'ouvrage est suffisamment bien vulgarisé pour intéresser également un plus

large public, compte tenu du fait qu'il concerne une région explosive où l'histoire s'écrit sous les feux de l'actualité.

Georges LABRECQUE

Département de géographie
Université Laval, Québec

ÉTATS-UNIS

DESTLER, I.M. and RANDALL HENNING, C.
Dollar Politics: Exchange Rate Policy-making in the United States. Washington (D.C.), Institute for International Economics, 1989, 190p.

Ce livre est essentiellement un plaidoyer pour une réforme des institutions qui dirigent la politique économique des États-Unis. L'internationalisation de l'économie américaine n'a pas été suivie d'une pareille modernisation des institutions chargées de la politique monétaire et fiscale. Spécifiquement, *Dollar Politics* examine les liens entre la politique de taux de change, le déficit des opérations courantes et la politique fiscale et monétaire de l'Administration Reagan aux États-Unis. C'est donc largement un œuvre en sciences économiques/analyse des politiques publiques. Les deux auteurs ont tâché de nous informer à partir de leur connaissance considérable des deux disciplines.

L'idée directrice du livre est que les institutions chargées de la formation de la politique économique aux États-Unis ont tendance à négliger le cours du dollar en tant que variable essentielle à un équilibre domestique et international de l'économie américaine. Plus les États-Unis dépendent des échanges internationaux, plus le pays a besoin de gérer l'évolution du taux de change.

Ceci fut certainement le cas du gouvernement Reagan de 1980 à 1985. Sa politique

de taux de change était un laissez-faire dans le sens propre du mot. Seules les maintes pressions des partenaires au sein de l'OCDE, du Congrès américain, et du patronat, dans une ambiance de crise à cause de la hausse exagérée du dollar en 1984-1985, ont pu persuader le gouvernement de changer de politique. Enfin, il a fallu aussi le remplacement du Secrétaire du Trésor, M. Donald Regan, par James Baker. Le changement de politique est enfin survenu, mais les pertes économiques restaient néanmoins considérables : malgré une reprise économique importante, le secteur manufacturier a continué à souffrir à cause de l'appréciation extraordinaire du dollar, surtout en ce qui concerne l'emploi (pp. 34-36).

Tout le problème se trouve ici. S'il faut attendre une crise pour que l'Administration prenne en compte le cours du dollar dans sa politique économique, n'est-ce pas utile de chercher à réformer le processus qui mène à une prise de décision ? N'est-ce pas un impératif d'obliger l'Administration et le Congrès à prendre en compte de façon systématique le taux de change dans les débats sur la politique macro-économique ? Le Géant de l'économie mondiale doit avancer au-delà d'une politique de taux de change à court terme. Tranchant dans les controverses de sciences économiques, les auteurs insistent sur le fait que la valeur internationale du dollar reste une donnée fondamentale à l'économie américaine, et que le gouvernement est tout à fait capable de l'influencer de façon significative (p. 6). Or, les institutions politiques des États-Unis ne se sentent pas capables d'intégrer le taux de change dans leur politique économique et ici les Américains sont seuls parmi leurs partenaires du monde industrialisé (pp. 2-3).

C'est ainsi que les auteurs établissent leur thèse principale dans l'introduction. Le but est de voir une meilleure efficacité et coordination des diverses institutions qui peuvent influencer, directement ou indirectement, le cours de la devise américaine. Cette thèse se